

# La lettre de Mouvement Communiste

numéro neuf

Mai 2003

## **COMME TOUTES LES GUERRES MODERNES, CELLE D'IRAK A ETE UN PUR PRODUIT DE LA VIE 'PACIFIQUE NORMALE' DU CAPITAL. LUTTE DE CLASSE CONTRE LES GUERRES ET LA PAIX ARMEE DES PATRONS ET DE LEURS ETATS !**

Préventive, la deuxième guerre de la coalition dirigée par les Etats-Unis contre Irak l'a certainement été. Mais pour prévenir quoi ? Répondre correctement à cette question est la clé de toute opposition conséquente à la dernière aventure militaire engagée par la première puissance capitaliste mondiale et ses anciens et nouveaux Etats vassaux. “ *Bien que les Etats-Unis soient prêts à déployer tous leurs efforts pour obtenir le soutien de la communauté internationale, nous n'hésiterons pas à agir seuls si nécessaire, pour exercer notre droit à l'autodéfense en agissant à titre préventif contre ces terroristes* ” et encore “ *nous devons recourir à la dissuasion et nous défendre avant même que l'ennemi ne passe à l'acte* ”, pouvait-on lire dans le document officiel de l'administration Bush sur la nouvelle “ *stratégie nationale de sécurité* ”. Texte soumis à la discussion du Congrès, le 20 septembre 2002. Par-delà la démagogie évidente qui dit placer la terreur islamiste et les Etats de l’“ *axe du mal* ” (Irak, Iran et Corée du Nord) au centre de la contre-offensive américaine après les attentats du 11 septembre 2001 (destruction des deux tours jumelles de New York et d'une aile du Pentagone), une idée saute aux yeux. L'Etat américain est sur la défensive et ce sur plusieurs plans.

Economique, car les Etats-Unis ont vécu, entre 2001 et le premier semestre 2002, l'une des plus sévères crises cycliques d'accumulation du capital de l'après-guerre. La sortie de crise, commencée avec difficulté au second semestre de l'an dernier, se fait, comme toujours, par la petite porte d'une phase de marasme économique et de croissance hésitante au cours de laquelle restructurations et licenciements se multiplient.

Institutionnel, car l'élection du président actuel n'a pu être obtenue qu'au moyen de fraudes électorales patentes, signe de l'absence d'une équipe dirigeante capable de représenter d'emblée l'ensemble des classes dominantes du pays. Cette crise institutionnelle n'a pu être dépassée qu'à l'aide presque miraculeuse des attentats du 11 septembre 2001, qui ont créé les conditions d'une unité nationale retrouvée.

Diplomatique et militaire, car la situation, issue de la destruction du bloc russe, de domination globale des Etats-Unis - grands gagnants du long affrontement du second après-guerre - est révolue. La Chine menace toujours plus Taiwan, centre industriel névralgique pour les composants électroniques (environ 40% de la production mondiale). Chaque année, Pékin pointe 75 missiles balistiques supplémentaires contre Taïpei. D'ici 2005, on estime que le nombre total de missiles visant Taïwan dépassera les 600 unités. En Russie, l'Etat a reconstitué l'essentiel de son autorité sur le dos des Tchétchènes - qui sont victimes d'une véritable décimation dans le silence complice de ladite communauté internationale - et contre les provinces qui étaient devenues trop autonomes à la disparition de l'ancien régime stalinien. L'Europe de la zone euro - c'est-à-dire, pour l'essentiel, la France et l'Allemagne - tente de donner naissance à une puissance financière et commerciale alternative aux Etats-Unis. La volonté de donner une assise politique, diplomatique et militaire unifiée à l'espace monétaire et commercial européen demeure un facteur menaçant pour la première puissance capitaliste mondiale, en dépit des nombreux ratages essuyés jusqu'ici. Or, pour faire face efficacement aux multiples défis et comme l'enseignent les doctrines militaires, la meilleure défense est l'attaque. Attaque, si possible, menée par anticipation et incarnée par l'idée de la guerre préventive<sup>1</sup>.

Autre point ferme, par l'adoption par l'administration Bush de cette nouvelle approche stratégique dite

<sup>1</sup> Cette doctrine a été élaborée vers le début des années '90 par des membres de l'entourage proche de Dick Cheney, alors vice-président des Etats-Unis. En 1992, un groupe de ses conseillers comprenant Paul Wolfowitz, I. Lewis Libby (chef de cabinet actuel de Dick Cheney) et Zalmay Khalilzad (en charge pour l'administration de George Bush père de la question irakienne) avait rédigé un document connu sous le nom de *Defense Planning Guidance* (Lignes directrices de la planification de la défense) dans lequel on suggérait que les Etats-Unis se préparent à “ *agir militairement de façon indépendante lorsque l'action collective internationale se serait révélée impossible* ”. En janvier 1998, une belle brochette de personnalités qu'on retrouvera au sommet de l'administration de Bush (le fils), dont Donald Rumsfeld, Paul Wolfowitz, Richard Armitage et Richard Perle, a adressé une lettre au président des Etats-Unis de l'époque Bill Clinton dans laquelle on pouvait lire que l'action d'endiguement de l'Irak avait failli et que “ *le limogeage de Saddam Hussein devait devenir le cœur de la politique étrangère américaine* ”.

“ *stratégie nationale de sécurité* ”, l’Etat américain a montré avoir mesuré toutes les limites du statu quo dans un contexte mondial profondément modifié depuis l’effondrement de l’empire russe et, surtout, depuis l’émergence d’une nouvelle puissance capitaliste de premier ordre, la Chine continentale. De par ses racines idéologiques et culturelles propres, l’administration Bush avait toutes les qualités pour pousser ce raisonnement à ses conséquences extrêmes.

L’équipe du président américain a fait sien le combat pour la renationalisation de la politique étrangère des Etats-Unis, peu soucieuse, et plus, peu respectueuse des équilibres et des instances officielles de médiation des innombrables conflits intercapitalistes mondiaux (Nations unies, Organisation mondiale du commerce, Fonds monétaire international et Banque mondiale en premier chef). “ *Le multilatéralisme ne peut pas devenir une excuse pour l’inaction* ”, a déclaré Colin Powell, secrétaire d’Etat américain, au dernier sommet des patrons et des gouvernants du monde entier tenu à Davos à la fin janvier 2003. Tout est dit. Les Etats-Unis d’abord, voilà le maître mot de l’administration Bush, envers et, si nécessaire, contre tous. Y compris contre certains bons alliés d’antan. Ce processus a commencé très tôt après l’installation au pouvoir du nouvel exécutif, avec le refus définitif de signer le traité de Kyoto sur la ‘protection’ de l’environnement.

## **UNE NOUVELLE GUERRE POUR LE PÉTROLE ?**

Dans ces temps d’ivresse pacifiste, une idée domine sur toutes. Comme en 1991, la deuxième guerre des Etats-Unis contre l’Irak a pour enjeu l’appropriation directe par les premiers des ressources en hydrocarbures du second, entend-t-on partout. La réalité est beaucoup plus complexe et résiste mal à cette série de questions : Pourquoi donc Bush (le père) n’avait-il pas poussé, il y a plus de dix ans, ses troupes jusqu’à Bagdad ? Pourquoi, à la fin du premier conflit, avait-il épargné, en compagnie de son chef d’état-major de l’époque, Colin Powell, deux divisions de la Garde républicaine de Saddam Hussein en déroute ? Pourquoi les Etats-Unis ont-ils préféré congeler le pétrole irakien pendant dix ans à travers un strict embargo (déguisé en plan dit ‘pétrole contre nourriture’ lancé en 1996) plutôt que de s’emparer sans ménagement des champs pétrolifères du Sud chiite et du Nord kurde de l’Irak ? Toutes ces questions ne peuvent trouver des réponses satisfaisantes si l’on garde le postulat d’une stricte analogie entre la première et la deuxième guerre d’Irak.

Aujourd’hui, comme et plus qu’en 1991, les Etats-Unis n’ont pas besoin du pétrole irakien. Certes la première puissance capitaliste mondiale demeure le principal client de l’Irak. En 2002, les Etats-Unis ont acheté plus de la moitié du pétrole irakien autorisé à l’exportation dans le cadre du plan ‘pétrole contre nourriture’, loin devant l’Europe (moins de 20% des exportations irakiennes de pétrole). Pire, selon les statistiques publiées le 14 mars 2003 par le département du Commerce, les Etats-Unis ont presque triplé en l’espace de trois mois leurs importations de pétrole d’Irak, notamment pour faire face à la pénurie de brut vénézuélien en décembre et janvier. Les experts expliquent également ces achats par l’approche de la guerre. Le succès du pétrole irakien provient du fait que “ *les entreprises américaines craignent un arrêt de la production* ”, dès le déclenchement d’une *intervention militaire, et agissent ‘par précaution’* ”, a expliqué Fadel Gheit, analyste de Farnestock and Company. En janvier, 17,13 millions de barils de brut irakien ont été livrés aux Etats-Unis - soit 6,4% du total des importations -, contre 5,83 millions en octobre (1,9%), le régime de Saddam Hussein passant ainsi du 8<sup>ème</sup> au 5<sup>ème</sup> rang des fournisseurs étrangers. Ces importations ont représenté une valeur en douanes de 468,4 millions de dollars en janvier, contre 157,1 millions de dollars en octobre, toujours d’après le département du Commerce. Donc, y compris peu avant sa chute, le régime de Saddam Hussein n’a pu survivre que grâce aux achats américains de pétrole.

En revanche, la part irakienne des importations totales de pétrole brut des Etats-Unis n’atteignait pas, en 2001, les 7%, soit moins de 800 000 barils par jour contre des importations quotidiennes totales dépassant les 11 millions de barils. Les importations représentent quelque 55% de la consommation globale des Etats-Unis. Ainsi, la part des importations irakiennes sur la consommation américaine est inférieure à 4%. A titre de comparaison, le Venezuela assure à lui seul environ le double des livraisons irakiennes. Mieux, la production quotidienne des trois pays de l’Alena (Etats-Unis, Canada, Mexique) approche actuellement les 12 millions de barils, ce qui correspond à un multiple de quatre par rapport aux capacités très théoriques de production de l’Irak et de six par rapport à sa production actuelle autorisée. Plus largement, les Etats-Unis et la plupart des pays capitalistes les plus riches, tirant les leçons des dernières crises déclenchées par l’envol des cours du pétrole brut issu de l’Opep et du Moyen-Orient en particulier, ont sensiblement diversifié leurs sources d’approvisionnement.

En 1970, le Moyen-Orient produisait près de 38% du pétrole mondial. Aujourd’hui, ce pourcentage est inférieur à 30%. “ *Notre politique a consisté à encourager les compagnies pétrolières américaines à aller chercher le pétrole hors des Etats-Unis mais aussi hors du golfe Persique* ”, a récemment déclaré au magazine économique *Business Week* Robert E. Ebel, directeur du programme énergétique du Center for Strategic and International Studies (CSIS). “ *Dans ce domaine, nous avons plutôt bien réussi* ”, se complaît-il. Les importations de la région du golfe Persique, en effet, ne comptent plus que pour 23,3% du total des achats américains de pétrole sur les marchés internationaux. Réunis, Canada, Mexique et mer du Nord assurent déjà 35,2% des importations. Si on ajoute les pays de l’Opep d’Amérique du Sud, ce pourcentage approche la moitié des approvisionnements étrangers totaux. On voit mieux, dès lors, où sont localisés les véritables intérêts stratégiques des Etats-Unis en matière énergétique.

D'aucuns, cependant, pourraient objecter que la deuxième guerre d'Irak est motivée par la volonté américaine de s'emparer purement et simplement, par une occupation militaire prolongée, des réserves d'hydrocarbures de la région moyen-orientale, dont celles de l'Irak. Plusieurs éléments factuels semblent confirmer cette interprétation. Ce pays recèle les deuxièmes plus importantes réserves prouvées du monde après l'Arabie Saoudite (261 milliards de barils), avec 12 % du total mondial (112 milliards de barils dans 84 gisements). Ses coûts d'extraction sont parmi les plus faibles au monde, avec environ 2 dollars le baril contre 15 dollars aux Etats-Unis, qui à eux seuls utilisent plus du quart de la production mondiale du pétrole. Parallèlement, selon l'Agence internationale de l'énergie (AIE), on s'achemine vers une baisse de la capacité de production dans les pays consommateurs avec un épuisement progressif des réserves (notamment celles de la mer du Nord et de l'Amérique du Nord). D'après les dernières estimations de cette agence, la capacité de production de l'Europe passerait de 20,3 millions de barils par jour en 2000 à 19 millions en 2010 et à 12,4 millions en 2030. En revanche, la demande mondiale de pétrole devrait progresser de 76,7 millions de barils par jour en 2002 (47 millions en 1970) à 89 millions en 2010 et à 120 millions en 2030. Par conséquent, compte tenu également des faibles coûts d'extraction et de prospection du pétrole des pays qui bordent le golfe Persique, les Etats-Unis auraient tout intérêt à anticiper le mouvement en s'emparant complètement de la zone et notamment de l'Irak<sup>2</sup>, l'un des deux pays 'pétroliers' récalcitrants de la région avec l'Iran. Cette interprétation de la deuxième campagne d'Irak est plus crédible que la précédente mais elle demeure partiellement fautive. Pour deux raisons essentielles.

La première relève de l'impact historiquement décroissant des coûts énergétiques sur les prix de production des marchandises produites aux Etats-Unis. Si la consommation totale de pétrole ne cesse de progresser outre-Atlantique, les développements technologiques, donc l'augmentation de la productivité du travail, ont permis de compresser de façon significative la dépendance des sources d'énergie en hydrocarbures. Entre les années '30 et les années '70, chaque baril de pétrole a servi à produire en moyenne des marchandises dont le prix de marché total se chiffrait à 750 dollars (en dollars constants, c'est-à-dire corrigés de l'effet inflationniste). A la fin des années '80, ce montant moyen a doublé (1 500 dollars). *Business Week* estime qu'en poursuivant sur cette lancée, les Etats-Unis, sur les dix prochaines années, peuvent accroître encore de moitié " *l'efficacité énergétique* " du pays en diminuant de plus de 3 millions de barils par jour leur consommation totale de pétrole. L'accroissement de la productivité du travail social général a eu également une influence décisive sur les coûts de prospection, de production et de livraison du pétrole lui-même. Entre autre, ceci s'est traduit par " *la division par trois du prix relatif du pétrole (calculé par rapport au prix du PIB aux Etats-Unis) entre le pic de 1980 et 2002* ", détaille l'équipe de recherche économique de la Caisse des dépôts et des consignations (CDC).

La deuxième raison tient à la dimension géostratégique du problème. Depuis longtemps, les stratèges américains préconisent de maintenir et amplifier la politique de diversification d'approvisionnement afin de diluer les risques inhérents à la dépendance des sources étrangères en les répartissant le plus largement possible sur le plan géographique. Des nouvelles zones de prospection sont clairement indiquées : le bassin atlantique, encore le Canada, les Caraïbes, le Brésil et la côte Ouest du continent africain. Aussi, comme on l'a souvent expliqué dans des publications passées<sup>3</sup>, les Etats-Unis se sont engagés à fond, dans la décennie qui a suivi l'éclatement du bloc russe, dans la bataille des nouveaux oléoducs et gazoducs de la mer Caspienne et des pays environnant l'Afghanistan. Dans ce sens, ladite campagne antiterroriste d'Afghanistan lui a permis à la fois d'étendre sa présence militaire directe dans la grande majorité des pays caucasiens de l'ancien bloc capitaliste russe et de sécuriser la route des marchandises vers le très important port pakistanais de Karachi. Les grands perdants de l'opération de police menée en Afghanistan - la Russie et la Chine - ont ainsi perdu leurs alliés locaux : les Etats caucasiens pour la première et le Pakistan pour la seconde.

L'incursion directe des Etats-Unis dans la région a fait une autre victime : la **Turquie**, devenue un allié moins essentiel et moins fiable après la montée à la tête de l'exécutif d'une formation mal vue par une armée farouchement proaméricaine. " *Les généraux ont bien conscience qu'une indéfectible relation d'alliance de cinquante ans a été mise en pièces* ", déclare au quotidien *New York Times* Kemal Kiriscik, professeur à la Bosphorus University d'Istanbul spécialisé dans les affaires militaires et diplomatiques. " *Les Américains n'ont plus besoin de la Turquie* ", clame à son tour Mehmet Ali Birand, influent éditorialiste turc proche de l'armée. " *La Turquie a perdu sa chance de devenir le point fort des Etats-Unis dans la région* ", déplore-t-il. La Turquie s'est en effet vu barrer net la route à l'extension de son influence sur les Etats turcophones de la ceinture caucasienne. Dans cette affaire, au même titre que l'Iran, la Turquie a perdu toute capacité d'influence sur la définition des tracés des voies terrestres de transport du pétrole de la Caspienne et sur la sécurisation des oléoducs et gazoducs.

Outre l'or noir de la mer Caspienne, les Etats-Unis lorgnent le pétrole de la Russie. Lukoil et Gazprom, les deux géants du secteur des hydrocarbures de la Fédération de Russie, ont depuis longtemps pris le chemin de Wall Street pour lever des capitaux nécessaires à assurer leur développement.

2 D'après l'Economist Intelligence Unit (EIU), le PIB irakien avant la guerre était de 28 milliards de dollars, dont 15 à 16 milliards assurés par les exportations de produits pétroliers.

3 Voir les revues *Mouvement Communiste*, n°s 8 et 9.

“ *Le pétrole russe pourrait devenir une alternative sérieuse au golfe Persique, notamment via le projet de construction d'un terminal maritime spécialisé à Mourmansk* ”, a déclaré à l'agence Interfax début janvier l'ambassadeur des Etats-Unis à Moscou, Alexander Vershbow. Les Etats-Unis sont “ *très intéressés à augmenter leurs achats en Russie* ”, a-t-il poursuivi. Actuellement, la Russie ne fournit que 1% des importations américaines. Mais, dans un avenir proche, ce pourcentage pourrait dépasser les 10% estiment plusieurs spécialistes. Réduite au rôle de puissance régionale par la première guerre d'Irak, la guerre de Serbie, l'adhésion des anciens pays satellites européens à l'Otan et la campagne d'Afghanistan, la Russie de Vladimir Poutine a choisi de restaurer le marché intérieur unifié et l'autorité de l'Etat avant d'envisager un retour plus actif sur la scène mondiale. Pour financer ces difficiles ‘missions’, le nouveau tzar de Moscou a bien besoin de beaucoup de billets verts....

Si contrôler les flux du pétrole irakien est bien l'un des principaux buts de l'Etat américain, s'en emparer directement ne figure donc pas parmi ses objectifs premiers. Sur ce dernier sujet, la discussion est encore ouverte au sein de l'administration Bush. Ceci est confirmé par le bien informé bulletin hebdomadaire *Pétrostratégies*. Dans une récente livraison, la publication dévoile l'existence d'un différend au sommet de l'Etat américain quant à l'assise de la propriété juridique du secteur pétrolier en Irak après le renversement de Saddam Hussein. Le département d'Etat, soutenu par le Trésor et la Justice, plaiderait pour le maintien du secteur public, tandis que le Pentagone opérerait pour une privatisation intégrale.

“ *La société nationale irakienne de pétrole Inoc doit devenir plus efficace, tout en travaillant avec des compagnies étrangères (en majorité américaines), dans le cadre de contrats de partage-production* ”, écrit *Pétrostratégies*. Pour sa part, le Pentagone - apparemment épaulé par la Maison Blanche (intérêts pétroliers de la famille Bush, et de ses proches, obligeant) - soutiendrait que les Etats-Unis doivent “ *contrôler au plus près possible le secteur pétrolier et énergétique irakien* ” à travers “ *une privatisation de la plus grande partie possible du secteur* ”. “ *Les grandes compagnies pétrolières américaines doivent occuper un rôle de premier plan, et ne laisser que des lots de consolation aux Russes, une part honorable aux firmes britanniques et si possible, rien du tout aux autres sociétés européennes* ”, conclut ce bulletin très proche de TotalFinaElf.

L'après-Saddam ouvre ainsi une période de repositionnements sur le pétrole irakien. Comme prévu, les compagnies américaines exigent de jouer les premiers rôles. Mais la nature du débat au sein de l'administration Bush montre que toute nouvelle configuration du secteur pétrolier irakien ne doit pas se faire au détriment de l'existence d'un Etat national unifié docile, rempart important contre l'extension de l'influence des principaux concurrents des Etats-Unis sur les réserves du pays. “ *Croire que les compagnies étrangères, notamment américaines, vont se précipiter pour investir est un peu naïf. Les grands groupes n'iront que s'ils ont l'assurance que la situation politique est stabilisée, ce qui peut prendre peut-être des années. Le risque de guerre civile est réel. Les Kurdes, pour ne citer qu'eux, vont sans doute occuper les Américains pendant un bon moment.* ”, déclarait récemment au quotidien *Les Echos* le professeur A. F. Alhajji, syrien d'origine, conseiller des compagnies pétrolières américaines.

Lors d'une réunion à Londres début avril, des exilés irakiens et des responsables américains sont tombés d'accord sur la nécessité, pour l'heure, d'une participation des compagnies internationales à la réhabilitation et au développement de la production pétrolière de l'Irak qui ne dispose pas de moyens techniques et financiers suffisants. Ils ont annoncé que cette participation prendrait la forme probable d'accords de partage de production, permettant aux compagnies étrangères d'être rémunérées pour leurs investissements grâce à des parts de la production du champ pétrolier qu'elles auront contribué à développer. Si cette solution serait finalement adoptée, elle constituerait une médiation efficace entre la volonté de ne pas priver complètement l'Etat irakien nouvellement rebâti de son bien le plus précieux, la société nationale de pétrole Inoc<sup>4</sup>, et les visées des lobbies pétroliers américains. En outre, ce schéma n'est guère différent de celui adopté – mais jamais appliqué pour cause d'embargo - par le régime de Saddam Hussein après la première campagne d'Irak qui consistait à rouvrir le secteur aux investissements étrangers, signant des contrats de partage de production avec les compagnies françaises et russes. Evidemment, ces dernières vont perdre leurs prérogatives à la faveur de leurs concurrentes américaines.

Le pillage des richesses irakiennes en hydrocarbures n'est donc qu'un objectif secondaire et dérivé de la deuxième guerre menée contre le pays moyen-oriental par la première puissance capitaliste mondiale. En revanche, la maîtrise du pétrole irakien et, avant tout, de ses débouchés commerciaux constitue certainement l'une des raisons essentielles de l'opération militaire.

A ce propos, il n'est pas superflu de rappeler qu'une éventuelle sortie de l'Irak de l'Opep, envisagée par Leo Drollas, du Center for Global Energy Studies (CGES) de Londres, “ *constituerait un coup mortel pour le cartel* ”. Ce qui accroîtrait d'autant le pouvoir de fixation du prix de marché du pétrole brut mondial des pays consommateurs, donc, tout d'abord, des Etats-Unis. Compte-tenu du délabrement des installations pétrolières irakiennes, “ *ce pays ne parviendra pas à produire trois millions de barils par jour avant deux ans* ”, estime de son côté Neil Partrik, du service de recherches de l'hebdomadaire britannique *The Economist*. “ *Mais à long terme, il y aura des frictions sur le niveau de production* ” de l'organisation qui assure encore plus du tiers de

---

<sup>4</sup> Saddam Hussein avait nationalisé les ressources pétrolières du pays en 1972, quand il assurait la vice-présidence de la République irakienne.

l'offre mondiale et détermine la part revenant à chacun des pays membres. “ *L'Irak pourrait alors devenir le cheval de Troie des Etats-Unis* ”. “ *Lorsque l'Irak aura développé ses capacités de production, il voudra probablement se poser en concurrent de l'Arabie Saoudite, le premier exportateur mondial* ”, conclut-il.

## LES TROIS CIBLES

La grande puissance capitaliste qui monte est incontestablement la **Chine**. Sur le plan militaire, l'ancien Empire du Milieu dépense environ 40 milliards de dollars par an pour son armement et l'entretien de ses soldats. Si le budget militaire de la Chine équivaut encore au huitième de celui des Etats-Unis, il croît de plus de 17% par an, à un rythme autrement plus soutenu qu'outre-Atlantique. Désormais, le pays est doté d'une structure économique tout à fait comparable à celle de pays de deuxième rang de la hiérarchie du marché mondial comme l'Italie, la France ou le Royaume-Uni. Le géant asiatique dispose d'un extraordinaire potentiel de croissance de l'accumulation de capital (+ 12 % de la production industrielle en 2002 ; + 40 % pour la seule production automobile).

Ce potentiel s'appuie essentiellement sur les immenses forces productives du pays avec son milliard trois cents millions d'habitants (750 millions en âge de travailler), la classe ouvrière la plus nombreuse et concentrée de la planète. De surcroît, le niveau moyen de formation professionnelle des techniciens et ouvriers qualifiés n'a rien à envier à celui des pays capitalistes les plus riches sans oublier qu'il touchent des salaires bien plus bas. Chaque année, le système scolaire chinois débite environ 450 000 diplômés en ingénierie, dont 50 000 spécialisés en informatique alors que les Etats-Unis n'en forment que 30 000. De plus, leurs rémunérations ne comptent que pour 10 % à 20 % des émoluments perçus par leurs homologues américains.

Intel a décidé d'y installer sa première usine de fabrication de la dernière génération de ses microprocesseurs. Microsoft a utilisé des équipes de chercheurs chinois pour les développements les plus récents de son système d'exploitation Windows XP. La Chine continentale se prévaut d'un marché intérieur des moyens de production très large et d'un marché intérieur des biens de consommation en pleine expansion. L'an dernier, ont été vendus plus de 10 millions d'ordinateurs selon des sources de la banque d'affaires JP Morgan. A cette cadence, avant la fin de la décennie, la Chine représentera à elle seule le cinquième du marché mondial des systèmes informatiques. D'après l'International Data Corp., d'ici 2005, le marché chinois des technologies de l'information (hors téléphonie) pèsera quelque 50 milliards de dollars. Actuellement, plus de deux cents millions de Chinois disposent d'un téléphone portable, ce qui fait de la Chine continentale le premier marché mondial de la téléphonie mobile. Pour Volkswagen, le marché chinois est aujourd'hui le deuxième après l'allemand. D'ici 2007, la Chine absorbera environ la moitié de la production supplémentaire planifiée par le constructeur automobile allemand. Pays d'exportation s'il en est, l'offre dépasse la demande intérieure pour 86 % de la totalité des catégories de marchandises produites. La balance commerciale chinoise avec les Etats-Unis a été positive de plus de 100 milliards de dollars en 2002. La Chine a supplanté les Etats-Unis en tant que principal pays exportateur au Japon.

Toujours l'an dernier, la puissance asiatique a exporté 322 milliards de dollars de marchandises et attiré près de 53 milliards de dollars d'investissements étrangers. La dépendance de l'économie chinoise à l'égard des exportations de marchandises et des capitaux étrangers a été chiffrée à hauteur de 44 % par le Centre de développement de la recherche du Conseil d'Etat du pays. Pour la première fois, en 2002, la Chine continentale a attiré davantage de capitaux étrangers que les Etats-Unis. Sa force de frappe financière est impressionnante. Après avoir mis la main sur les riches réserves en dollars de la Banque centrale de Hong Kong, la Banque nationale chinoise a entassé dans ses coffres quelque 500 milliards de dollars, montant qui dépasse les réserves officielles de la Banque du Japon (environ 400 milliards de dollars).

Un colosse économique en mouvement de cette taille génère des gros besoins d'énergie. Jusqu'en 1993, la Chine, qui ne détient que 2,3 % des réserves pétrolières mondiales, a été un pays exportateur net de pétrole. Puis, la tendance s'est inversée. Troisième consommatrice de pétrole au monde après les Etats-Unis et le Japon, elle importe le tiers de ses besoins (70 millions de tonnes l'an dernier), une proportion qui passera à la moitié avant la fin de la décennie. D'ici 2030, pour l'Agence internationale de l'énergie, la Chine populaire va importer autant de pétrole que les Etats-Unis en achètent actuellement à l'étranger, soit plus de 11 millions de barils par jour. Si cette prévision se révélait exacte, il s'agirait de volumes importés huit fois supérieurs à ceux présents. “ *Ceci pose dès aujourd'hui un problème majeur non seulement à la Chine, mais au monde entier* ”, assurait Robert Priddle, directeur exécutif de l'agence.

Afin d'assurer son indépendance énergétique, outre la constitution de réserves stratégiques selon le modèle américain, Pékin veut faire émerger dans les prochaines années une grande compagnie pétrolière chinoise, qui, à l'instar des concurrentes occidentales, opérera dans le monde entier dans la prospection, l'exploitation et la commercialisation du brut. “ *Il nous faudra du temps* ”, déclare au quotidien *Libération* Chen Huai, spécialiste des questions énergétiques au Centre de recherche du développement du Conseil d'Etat chinois. Pour le moment, la Chine “ *n'a pas les moyens économiques ou militaires de s'opposer aux ambitions américaines* ”, poursuit-il. “ *Ces mesures ne changeront pas la situation dans les vingt ans à venir, et nous subirons une dépendance accrue vis-à-vis du marché international* ”, regrette le conseiller du gouvernement. Et surtout, conclut-il, “ *rien ne peut remplacer le Moyen-Orient* ”.

Depuis la guerre d'Irak de 1991, à l'instar de la France, de la Russie, de l'Inde, de l'Italie, du Vietnam et de l'Algérie, la Chine a demandé au régime de Saddam Hussein l'autorisation d'exploiter et de développer plusieurs champs pétrolifères irakiens. Sans succès jusqu'ici, en raison de l'embargo imposé par les Etats-Unis à l'Irak via les Nations unies. L'an dernier, lors de sa visite officielle à Pékin, le ministre des Affaires étrangères irakien, Naji Sabri, a proposé des accords énergétiques d'ampleur aux dirigeants locaux. Dès l'époque, l'administration chinoise avait affirmé sa ferme opposition à toute intervention militaire américaine en Irak. *“ La Chine est de plus en plus dépendante du pétrole importé et veut être capable de défendre ses lignes maritimes stratégiques qu'à l'heure actuelle les Etats-Unis pourraient aisément couper ”*, écrivait Craig S. Smith dans le *New York Times* daté du 17 octobre 2002.

Actuellement, le Golfe assure à lui seul plus de 60% des importations chinoises de pétrole. Dans sa tentative de sécuriser et, surtout, diversifier ses sources d'approvisionnement, le China National Offshore Oil Corp Ltd (CNOOC, la société d'exploration pétrolière d'Etat) et un autre groupe nationalisé chinois du secteur ont tenté – sans succès<sup>5</sup> - d'acheter 16,66 % du projet d'exploitation des gisements du nord de la Caspienne (13 milliards de barils de réserves potentielles). En 1997, la société nationale Chinese National Petroleum Corp. (CNPC) avait acquis deux champs pétrolifères dans la partie occidentale du centre du Kazakhstan.

Un important rapport publié en juillet 2002 par la commission du Congrès américain dédiée aux rapports de sécurité entre les Etats-Unis et la Chine continentale mettait en garde quant à la nécessité de la puissance asiatique de resserrer les liens avec certains pays dits terroristes tels l'Iran, le Soudan et l'Irak en raison de ses besoins énergétiques grandissants. *“ Un moteur essentiel des relations entre la Chine et les pays qui sponsorisent le terrorisme vient du fait de sa dépendance aux importations de pétrole, ingrédient central de son développement économique. Cette dépendance est destinée à s'accroître dans les prochaines décennies ”*, peut-on lire dans ce document du Congrès. Suivez leur regard. Un pan entier du décor de la deuxième guerre d'Irak était alors dressé<sup>6</sup>.

La deuxième cible de l'offensive des Etats-Unis en Irak est l'**Iran**. Dernière pièce maîtresse de la région qui ne figure pas au tableau de chasse des Etats-Unis, l'Iran fait l'objet d'une attention toute particulière de la part de l'administration Bush. Une fois enregistrée la faillite de la tentative pacifique de l'exécutif précédent de tourner ouvertement en sa faveur la grave crise institutionnelle que traverse ce pays, l'équipe autour de Bush (le fils) a adopté une tactique faite de menaces (inscription de l'Iran sur la très courte liste des Etats voyous), d'isolement économique (mise en échec de tous ses projets d'oléoducs et de gazoducs et mise à l'écart des projets d'exploitation pétrolifère de la Caspienne) et d'accords tactiques pour la neutralisation des ennemis communs de la région (Afghanistan et Irak).

L'objectif actuel de Washington est, en revanche, identique à celui des administrations américaines passées : renverser le régime des mollahs ; contribuer à installer au pouvoir des personnalités et des formations politiques et/ou religieuses soucieuses de ne pas contrarier les intérêts des Etats-Unis dans la région ; accéder aux richesses et aux ports pétroliers du pays. L'Iran produit actuellement près de 3,7 millions de barils par jour, en exporte environ 2 millions, le reste étant utilisé pour la consommation intérieure. Les exportations pétrolières constituent quelque 80% des revenus en devises de l'Iran. Important fournisseur de pétrole à la Chine, l'Iran - principal acheteur des armes de fabrication chinoise à l'époque de la guerre Iran-Irak (1980-88) - souhaite à terme lui vendre aussi son gaz naturel, dont il recèle les deuxièmes réserves mondiales. Les échanges entre ces deux pays s'élevaient en 2002 à quelque 3,5 milliards de dollars.

L'affaiblissement de l'**euro** vis-à-vis du dollar est la troisième et dernière grande cible visée par le truchement de la deuxième guerre d'Irak. Monnaie mondiale largement dominante, le billet vert est employé pour plus de 70% des échanges internationaux de marchandises alors que la puissance économique des Etats-Unis n'excède pas le cinquième du PIB mondial. Les Etats-Unis ont deux objectifs. D'une part, sur le long terme, ils veulent empêcher le déclassement du dollar en tant que monnaie mondiale absolument prépondérante. Pour l'instant, cette fonction du billet vert n'est aucunement remise en cause, donc ne constitue guère un facteur déclenchant de la guerre d'Irak. La démonstration maintes fois faite du nanisme européen sur les plans institutionnel et militaire va dans le sens de la préservation du rôle international de la devise américaine.

L'euro, depuis sa naissance, n'a pas accru les convoitises des banques centrales mondiales. Sa proportion dans leurs coffres n'a guère augmenté par rapport à la somme des devises qu'il a remplacées.

D'autre part, à courte et moyenne échéance, ils comptent continuer d'attirer aux Etats-Unis davantage de capitaux (notamment européens) qu'ils n'en exportent vers le Vieux Continent. Une devise forte stimule l'afflux de capitaux étrangers attirés par des conditions de taux de change favorables. Qui dit afflux de capitaux supplémentaires par rapport à ceux déjà présents dans le pays, dit financement plus aisé du crédit et capacité

---

5 Le consortium à la tête du projet North Caspian Sea PSA, comprenant notamment l'italien ENI, l'américain ExxonMobil, l'anglo-néerlandais Shell et le français TotalFinaElf avec 16,67% des parts chacun, a fait capoter l'opération.

6 Le 8 juillet 2002, pour la première fois, George W. Bush a évoqué explicitement l'hypothèse du renversement violent du régime de Bagdad. Ce jour-là, fort probablement, des nombreuses équipes des forces spéciales américaines s'apprêtaient à pénétrer dans le territoire irakien et à investir Bagdad. Selon des déclarations rendues récemment à la presse américaine par des officiers de l'état-major, le 5<sup>ème</sup> groupe des Forces Spéciales était présent au plus tard entre août et septembre 2002 dans la banlieue ouest de la capitale irakienne (à Abu Ghurayb, localité proche de l'aéroport international). Sa première tâche aurait été de nouer des contacts avec les autorités traditionnelles (les chefs de tribu).

proportionnellement accrue d'endettement des agents économiques, Etat fédéral en tête.

On est donc en présence d'un levier financier plus étendu et plus solide pour l'accumulation de capital. A ce jour, la dette brute domestique totale des Etats-Unis (dette publique, dette des particuliers et dette des entreprises et des établissements financiers) approche les 300% du PIB du pays. Elle était de 150% en 1980 et dépasse le précédent record du début des années '30 (264% en 1929). Les marges de manœuvre économiques d'un Etat qui a utilisé beaucoup de ses cartouches pour endiguer la crise sans forcément y parvenir se réduisent progressivement. Faire une guerre, et surtout la gagner rapidement, redore le blason du dollar et permet d'attirer de nouveaux capitaux extérieurs pour financer des déficits publics grandissants. C'est pourquoi, les Etats-Unis ne peuvent en aucune manière renoncer sans frais au soutien par tous les moyens - y compris par l'étalement de la force armée - du billet vert. L'accélération et l'élargissement de la base de l'accumulation de capital aux Etats-Unis après la crise de 1991 doivent beaucoup à cette pompe bien amorcée de capitaux étrangers confluant en masses croissantes.

En 2002, 31,6% des titres de la dette des entreprises et du secteur public américains étaient entre les mains d'investisseurs étrangers. Ces derniers détenaient aussi 11,5% des actions cotées aux Etats-Unis. Mais la crise économique de 2001 aux Etats-Unis, le creusement des déficits et l'affaiblissement du dollar de la fin de l'an dernier ont déterminé un renversement net des flux de capitaux. Sur les onze premiers mois de 2002, les entrées nettes de capitaux dans la zone ont été de 33,7 milliards d'euros, contre des sorties nettes de 48,2 milliards d'euros un an plus tôt. En données cumulées, le solde était redevenu positif en août 2002. Autre fait notable, les investisseurs non-résidents de la zone euro, principalement anglo-saxons, ont été acheteurs nets d'actions de la zone euro pour 14,5 milliards d'euros en novembre (statistiques de la fin janvier de la Banque centrale européenne). Pour l'essentiel, cette amorce de retournement de situation s'est opérée au détriment des Etats-Unis. Si la tendance se confirmait, ce pays ne pourrait plus exporter une partie de sa dette à l'étranger et serait donc durablement diminué dans l'un de ses facteurs cruciaux de croissance économique. Puis il y a la dimension conjoncturelle de la concurrence entre le dollar et l'euro. Les Etats-Unis ont connu l'une des crises périodiques de l'accumulation de capital les plus rudes de l'après-guerre.

Afin d'atténuer ses conséquences dévastatrices sur le capital social du pays et, plus globalement, sur la formation économique et sociale américaine, l'Etat et la Réserve fédérale (banque centrale des Etats-Unis) se sont puissamment engagés dans la bataille en mettant en application plusieurs mesures anticycliques. L'Etat fédéral a classiquement agi en irriguant l'économie avec des dépenses civiles et militaires en forte augmentation et en décidant des ristournes fiscales d'ampleur. Ainsi, sous l'administration Bush, le bilan de l'Etat fédéral est passé d'un actif dépassant confortablement les 300 milliards de dollars à l'arrivée de la nouvelle équipe à la tête de l'exécutif à un déficit prévu pour 2004 proche des 400 milliards de dollars. Le retour à l'équilibre budgétaire à l'horizon 2005 n'est, dès lors, que pure propagande, comme le constatait l'économiste démocrate Paul Krugman dans les colonnes du quotidien *New York Times*. Des dépenses de l'Etat fédéral en hausse, des entrées fiscales en baisse du fait de la crise et des réductions d'impôts consenties aux entreprises et aux particuliers appellent un financement de la dette créée par des nouveaux plans d'endettement concrétisés par l'émission de nouveaux titres de la dette, en l'espèce des obligations d'Etat, les fameux T-bonds.

Or, le cours international de la monnaie étant l'expression première de la solidité économique et financière du pays dont elle émane, son taux de change évolue en fonction de différentes variables économiques. Il se modifie avant tout en fonction de la santé financière du garant de son cours en dernière instance qui n'est autre que l'émetteur de monnaie, c'est-à-dire l'Etat et sa banque centrale. Si l'Etat est endetté et rencontre davantage de difficultés à la financer, à trouver des prêteurs, le cours de la monnaie sur les marchés internationaux des changes baisse et vice-versa. Ainsi, les deux plans de soutien à l'économie de l'administration Bush se traduisant par une détérioration du budget fédéral ont contribué à l'affaiblissement du dollar et, dans ce contexte général de marasme économique dans les principaux pays capitalistes de la planète, au tarissement des flux de capitaux financiers étrangers vers les Etats-Unis. Le deuxième élément de la baisse du dollar relève de la politique des taux d'intérêt de la banque centrale américaine.

Rappelons d'emblée que le taux d'intérêt correspond au prix de marché consenti par l'emprunteur de cette marchandise particulière qui est l'argent. Le paiement d'un intérêt donne l'accès à des capitaux dont on ne dispose pas. Pour un risque d'insolvabilité donné, plus le taux consenti par l'emprunteur est élevé, plus les détenteurs d'argent sont incités à devenir prêteurs. A l'inverse, l'emprunteur a tout intérêt à ce que les taux restent bas, à ce que l'argent qu'il convoite soit le moins cher possible. La Réserve fédérale américaine, qui est institutionnellement chargée de prêter de l'argent aux établissements financiers du pays en liaison étroite avec l'émetteur de monnaie, le Trésor, a adopté une politique monétaire favorable aux emprunteurs.

Et ce depuis le début de la crise cyclique aux Etats-Unis. Son but affiché est d'éviter l'étranglement des capitaux individuels américains par un accès trop cher à des nouveaux crédits. Aujourd'hui, les taux réels (purgés de l'inflation) des prêts à court terme pratiqués par la banque centrale sont nuls. Autrement dit, la Réserve fédérale prête gratuitement de l'argent aux banques. A leur tour, le système de crédit a pu pratiquer des prix (c'est-à-dire des intérêts) bas pour les emprunteurs finaux, les entreprises et les particuliers. Tant que les capitaux ont continué d'affluer vers les Etats-Unis, ce processus n'a pas rencontré de couacs majeurs. Les faillites en série ont été évitées et les particuliers ont pu garder des niveaux de consommation inhabituels en période de crise et de

marasme économique. Mais toute bonne chose ayant une fin et des limites, ceci a déterminé des pressions vendeuses sur le dollar en faveur de devises plus rémunératrices au prêt, dont, en premier chef, l'euro. Les appréciations des devises européenne et japonaise sont ainsi le résultat de la moindre attractivité du dollar dans sa fonction d'instrument, monnaie de crédit.

Dans la mesure où il est évident que l'Etat et sa banque centrale vont poursuivre dans leur œuvre de relance économique, ils ne veulent pas, pendant la phase de marasme, réduire les déficits budgétaires fédéraux et accroître les taux d'intérêt. Il ne leur reste donc que l'emploi de l'arme militaire pour éviter une dépréciation croissante et durable du billet vert. Au moyen de la guerre contre l'Irak, les Etats-Unis visent à démontrer qu'en période de graves troubles internationaux (qu'ils ont en grande partie provoqués à dessein), la seule monnaie refuge de la planète est celle qui s'apprécie sur la pointe des baïonnettes. Sachant, en outre, que les échanges de marchandises avec la zone euro sont relativement réduits (15% environ des exportations et des importations totales des Etats-Unis) comparativement à ceux avec le Japon (8% des exportations et 12% des importations) et les autres pays industrialisés d'Extrême-Orient (14% des exportations ; 21% des importations), les Etats-Unis poursuivent le double objectif de laisser le dollar se déprécier vis-à-vis du yen pour profiter de l'avantage compétitif induit tout en gardant la dragée haute face à l'euro. Les capitaux financiers de la zone euro doivent continuer d'irriguer l'économie américaine comme ils l'ont amplement fait dans les années '90, même si les marchandises produites aux Etats-Unis vont se vendre moins bien sur le Vieux Continent.

Cette lecture des faits est confortée par les derniers développements diplomatiques et géopolitiques. Il est frappant de constater que les grands pourfendeurs de la guerre d'Irak ne sont autres que la France et l'Allemagne, pays initiateurs de l'unification monétaire. Les Etats-Unis avaient accepté l'extension au domaine monétaire de l'unification imparfaite du marché européen, mais seulement à la condition que l'euro demeure une quasi-monnaie internationale car privée d'un Etat unique, doté d'une armée et de politiques économique et étrangère unifiées. Cette absence d'unification politique en Europe, ses divisions militaires et diplomatiques, permettent au dollar de garder très solidement sa fonction de monnaie internationale, donc d'être le bénéficiaire principal de l'offre mondiale de capitaux. Encore dernièrement, les Etats-Unis, traditionnellement épaulés par le Royaume-Uni, ont pratiquement imposé l'ouverture de l'Union européenne, antichambre de la zone euro, à des nombreux pays de l'ancien bloc russe et à la Turquie. Ce pays constitue depuis toujours un support militaire essentiel des Etats-Unis et est l'allié stratégique d'Israël dans la région.

Par l'admission des nouveaux pays à l'Union européenne, les Etats-Unis et le Royaume-Uni poursuivent l'objectif de rendre encore plus improbable la mise en route d'un processus d'unification politique de l'Europe et d'affaiblir de l'intérieur l'euro en injectant dans l'espace marchand commun des concurrents supplémentaires aux pays initiateurs de la devise européenne. Ce supplément de concurrence se fait notamment par le détournement d'investissements étrangers vers des pays aux faibles coûts de main-d'œuvre. Reconnaissants, ces pays de l'ancien bloc russe se sont promptement rangés du côté de la coalition américaine contre l'Irak en provoquant, avec l'Espagne et l'Italie (très intéressées à la dévaluation de l'euro pour doper leurs exportations) et sous le haut parrainage britannique, la plus grave crise de l'Union européenne, de l'Alliance Atlantique et de l'Otan depuis leurs créations respectives. *“ Aussi longtemps que les Etats-Unis seront une réalité et l'Europe un rêve, nous ferons toujours le choix de la réalité sur le rêve ”*, déclarait le 24 février 2003 au *New York Times* Janusz Reiter, ancien ambassadeur polonais en Allemagne, aujourd'hui directeur du Centre des relations internationales de Varsovie. Acculées, France et Allemagne ne pouvaient pas en rester là et s'aligner une fois de plus en silence derrière les Etats-Unis.

## **LA QUESTION PALESTINIENNE TRAITÉE EN SIMPLE THÈME DE PROPAGANDE**

Si les deux parties en conflit ont abondamment employé la question palestinienne en justification de leurs agissements, comme pour la situation créée avec les attentats du 11 septembre 2001, celle-ci n'a eu aucun rôle central dans la seconde guerre d'Irak. Israël, traité de plus en plus en allié encombrant par les Etats-Unis désormais dotés d'une forte présence militaire au Moyen-Orient, a été, à l'instar de 1991, invité par les puissances anglo-américaines à ne pas s'immiscer dans le conflit. L'attitude plus que réservée de l'administration Bush vis-à-vis de l'Etat sioniste n'a pas été démentie depuis son ascension au pouvoir. Déclassé par la nouvelle politique étrangère américaine, George W. Bush attend du *“ nouveau gouvernement d'Israël, au fur et à mesure que la menace de terrorisme se dissipera et que la sécurité s'améliorera, qu'il soutienne la création d'un Etat palestinien viable et qu'il s'achemine le plus rapidement possible vers un accord définitif sur le statut de cet Etat ”* (discours prononcé le 26 février 2003, à l'hôtel Hilton de Washington devant l'American Enterprise Institute). Les Etats-Unis ne souhaitent pas que le conflit israélo-palestinien redevienne un élément ou même un prétexte de déstabilisation du Moyen-Orient, passé, en grande partie, sous sa tutelle directe. Aujourd'hui, l'Etat israélien est encore moins que jamais en position de contester les choix américains, aux prises avec la plus grave crise économique depuis sa création. Utilisant adroitement la carotte de l'aide financière, les Etats-Unis ont promis, fin mars 2003, de fournir à Israël une aide globale de 10 milliards de dollars dont neuf milliards en garanties d'emprunt et un milliard d'assistance militaire.

La soumission absolue aux diktats américains est le seul choix proposé également à l'Autorité palestinienne qui, avec la chute du régime de Bagdad, voit se tarir brutalement l'une de ses sources financières



importantes. Selon Ibrahim Zanin, responsable du Front de libération arabe (groupe inféodé au parti Baas irakien), depuis le début de la deuxième Intifada, en septembre 2000, plus de 12 millions de dollars ont été versés par le régime de Saddam Hussein dans la bande de Gaza. Chaque famille de victime palestinienne de l'occupation israélienne s'est vu attribuer 10 000 dollars, et 25 000 dollars pour les proches des kamikazes ou des activistes tombés les armes à la main. Pour parachever l'œuvre d'endiguement du conflit israélo-palestinien, préalable à toute nouvelle tentative de congélation durable de ce dernier, les Etats-Unis mettent actuellement la pression sur la Syrie, afin qu'elle se range, comme en 1991, dans le camp de la *pax americana*. La leçon si durement impartie à l'Irak bien comprise, le parti Baas au pouvoir à Damas a aussitôt plié face au chantage d'une guerre déclenchée contre la Syrie par les maîtres américains.

## LA PREMIÈRE GUERRE DU NOUVEAU MULTIPOLARISME

En dépit des nombreuses analogies avec la première campagne de 1991, la deuxième guerre d'Irak recèle des significations qui lui sont absolument propres. Les enjeux géostratégiques sont différents. Hier, il s'agissait essentiellement de barrer la route du Sud et du golfe Persique à la Russie. Aujourd'hui, les cibles principales de l'opération américaine sont la Chine, l'Iran et l'euro. Hier, l'enjeu du contrôle direct par les Etats-Unis des gisements saoudiens et koweïtiens était crucial après l'occupation par l'Irak du Koweït et la menace qui atteignait les frontières de l'Arabie Saoudite<sup>7</sup>. En revanche, en 2003, l'Irak de Saddam n'était plus en mesure de concrétiser ses intentions expansionnistes d'antan et le pétrole n'est réellement présent dans le contentieux qu'en termes de maîtrise des routes terrestres et maritimes. Hier, pour contribuer à la sortie de la crise mondiale, la baisse durable des cours du pétrole représentait un facteur de tout premier ordre. Aujourd'hui, cette dimension persiste, mais, pour les Etats-Unis, il est beaucoup plus important de défendre le dollar contre l'euro et de pouvoir continuer à se présenter comme la place financière la plus attrayante de la planète.

Hier, pour les puissances capitalistes coalisées, la guerre contre l'Irak s'était imposée d'elle-même après le coup de force de l'Irak. A contrario, le déclenchement du dernier conflit a été froidement décidé par l'administration Bush à la fois pour des raisons stratégiques corrélées aux nouveaux défis concurrentiels de l'époque qui s'ouvre et des motifs conjoncturels qui ont peu à voir avec les agissements du régime de Saddam Hussein. Hier, le capitalisme mondial saluait l'entrée en guerre par des appréciations sensibles des actifs financiers des pays capitalistes les plus forts. Aujourd'hui, la finance mondiale est au tapis après l'une des plus longues et plus rudes crises de son histoire. En témoignage de la fragilité persistante du système mondial de crédit, les principales places boursières de la planète ont longtemps réagi par des hausses de leurs indices quand les probabilités d'une guerre contre l'Irak diminuaient. Inversement, elles ne se sont résignées à la guerre que tardivement sans, pour cela, la plébisciter, y compris dès qu'une victoire rapide et totale des Anglo-Américains ne faisait plus de doute.

La majorité des capitalistes, les financiers en tête, ont craint une guerre prolongée et très coûteuse. Début octobre, le US Business Council a tenu à White Sulphur Springs sa traditionnelle assemblée annuelle en conviant le gratin des patrons américains. Interrogés sur un conflit avec l'Irak, ces derniers avaient très majoritairement exprimé une opinion négative, y compris dans le cas d'un affrontement court. Cette orientation n'a commencé à changer qu'après la prise de Bagdad. Fin janvier, à Davos, lors de la rencontre annuelle des décideurs du monde entier, une écrasante majorité de participants avaient exprimé un avis identique. Pour les classes dominantes aux Etats-Unis, les frais de l'engagement en Irak soustrairaient d'importantes ressources qui pourraient être avantageusement utilisées dans les conditions particulières du présent. Après la fin de la partie guerrière, les soucis des patrons américains se concentrent sur la facture de la reconstruction de l'Irak (estimée entre 25 et 100 milliards de dollars). Si la tranche principale de celle-ci sera financée par le pétrole, les occupants devront en assumer une partie et, en toute hypothèse, assumer la charge de l'essentiel des crédits préalables à tout redémarrage de la machine économique irakienne. Dans ce contexte, l'issue des batailles pour la levée de l'embargo et l'effacement de la dette (environ 130 milliards de dollars) et des compensations de guerre imposées à la suite de l'invasion du Koweït en 1991 (172 milliards de dollars) irakiennes, revendications déjà avancées par George W. Bush, constitue un sujet central de préoccupation des classes dirigeantes américaines.

Toutefois, en dépit de ces nombreux éléments contraires à une politique étrangère fondée sur l'emploi systématique de la force armée, du point de vue des intérêts de la fraction américaine du capital, le choix de contrer le déclin de la puissance économique et politique des Etats-Unis par anticipation, en employant fréquemment l'instrument militaire n'est en rien déraisonnable. A ce propos, l'utilisation très habile des attentats du 11 septembre 2001 pour bâtir une unité nationale offensive a été d'une immense utilité.

La production d'actes belliqueux en série vise donc à conforter la position dominante des Etats-Unis. Pour ce faire, il fallait rompre avec le multilatéralisme, doctrine consensuelle en matière de politique étrangère fondée sur la médiation permanente des intérêts divergents dans l'enceinte internationale au travers des nombreuses institutions préposées à cette tâche. *« Il faut un monde multipolaire car une puissance seule ne peut*

---

<sup>7</sup> Il est fort probable, comme nous l'avons souligné jadis, lors de la première campagne d'Irak en 1991, que les Etats-Unis, bien au fait des projets du Raïs, aient laissé 'jouer' Saddam Hussein et son armée de pacotille dans la basse cour koweïtienne afin d'intervenir 'en sauveurs' d'un pays arabe agressé et, par-là même, de s'implanter directement dans la région avec armes et bagages. Dans ce sens, 11 septembre aidant, la seconde guerre d'Irak doit être considérée comme le parachèvement d'un projet ancien d'au moins douze ans.

*assurer l'ordre du monde* », déclarait à l'inverse le ministre français des Affaires étrangères, Dominique de Villepin, dans un entretien publié le 15 février 2003 par l'hebdomadaire *Journal du Dimanche*. Pour autant, la politique étrangère de l'équipe Bush n'est pas isolationniste. Elle est plutôt unilatéraliste. Face à un monde de plus en plus multipolaire, où d'autres puissances et marchés ont vocation à jouer les premiers rôles et s'organisent en conséquence, à quoi bon les ménager ? C'est toute l'essence du raisonnement qui a conduit l'administration Bush à la confrontation armée avec l'Irak et, par son truchement, à la mise en cause des instances internationales de médiation issues de la Deuxième Guerre mondiale et de la longue compétition avec la Russie capitaliste stalinienne qui s'est ensuivie. Nations unies, Alliance Atlantique, Otan, tout y passe.

L'Amérique, martèlent sans cesse les membres de l'entourage le plus proche du président des Etats-Unis, n'a que faire d'alliés qui roulent pour leur propre compte, qui grandissent à l'ombre du pays dominant, en compétition avec lui. Des vrais pays amis, c'est-à-dire des Etats vassaux, voilà ce dont a besoin Washington. Avec les autres, les anciens bons amis aujourd'hui éloignés et la Chine, qui aspire de plus en plus à un rôle mondial de tout premier plan, la compétition économique, politique et diplomatique doit se faire plus explicite et plus rude afin de ralentir leurs développements, de modérer leurs prétentions.

Historiquement sur la défensive, la nouvelle orientation de politique étrangère américaine, passe par la multiplication d'attaques de différentes natures contre les nouvelles positions acquises par les formations économiques et sociales concurrentes.

Tactiquement défensive, la position de la Chine et, dans une mesure franchement moindre, des pays initiateurs de l'euro n'est pas moins, en perspective, une menace pour la suprématie des Etats-Unis. Ainsi, nous pensons que le conflit armé qui s'achève marque également le début d'une nouvelle ère de confrontations internationales où les Etats-Unis vont devoir faire face, pour la première fois depuis la fin de la Première Guerre mondiale, à toutes sortes de compétitions pouvant les déposséder de leur rôle de principale puissance mondiale.

Un nouveau cours historique à la guerre capitaliste généralisée s'ébauche. L'Irak, les horribles souffrances des populations de ce pays soumises jusqu'ici à la fois au joug d'un régime parmi les plus sanguinaires et aux affres de l'embargo et des bombardements de la part des pays capitalistes les plus forts de la planète ne comptent pour rien dans tout ça. La guerre a frappé l'Irak mais ses véritables enjeux sont ailleurs.

## **POUR UNE CRITIQUE PROLETARIENNE DU PACIFISME**

A nouveau, à l'occasion de cette nouvelle confrontation armée, on a assisté au regain d'intérêt et de mobilisation pour la paix. Le pacifisme - faisceau hétéroclite d'idéologies parfaitement divergentes sur tout sauf pour l'objectif final de la poursuite du statu quo - a retrouvé ses lettres de noblesse dès l'approche du déclenchement du conflit. Deux positions majeures se dégagent dans ce mouvement éminemment interclassiste.

Celle de l'opposition éthique à tout type d'affrontement violent. Elle écarte a priori toute considération mesurant l'efficacité de l'emploi de la force pour se limiter à prôner l'adoption de rapports pacifiés entre les hommes. La deuxième thèse, en revanche, ne refuse pas l'utilisation de la violence mais elle en critique l'usage par les pays les plus forts, les pays dits impérialistes ou encore les pays les moins démocratiques. La première variante de l'idéologie pacifiste prend ce monde pour un monde où les êtres humains sont totalement libres de leurs choix personnels. C'est-à-dire un monde sans classes et intérêts antagoniques, sans Etats et sans capital. Posture passive et inopérante par excellence, celle-ci se résume à des lamentations prépolitiques.

La seconde prend parti pour certaines expressions du monde actuel contre d'autres. Les petits patrons contre les grands, les petits Etats contre les Etats impérialistes, les démocraties contre les dictatures, 'les pauvres contre les riches', etc. Ce faisant elle dresse un pont virtuel entre sujets de nature et aux intérêts parfaitement opposés. Qu'ont donc en commun avec le régime irakien les populations opprimées du Kurdistan ou celles d'obédience religieuse chiite du sud de l'Irak ? Où est-il le lien avec les prolétaires de Bagdad et d'ailleurs victimes de la famine imposée à la fois par la clique locale au pouvoir et les puissances étrangères hostiles à Saddam Hussein ? En revanche, où sont les différences de fond entre les Etats et les capitalistes des pays les plus développés et ceux des pays les moins riches ? A ces éternelles questions, les deux principales familles de pacifistes ne peuvent apporter de réponses satisfaisantes. Ce raisonnement valait aussi pour la revendication de la paix immédiate, "*sans si ni mais* ", de l'arrêt instantané des hostilités, avancée notamment en Italie pendant que les puissances occupantes multipliaient les succès sur le terrain.

Qui peut nier que la chute du régime irakien, même obtenue par l'intervention Anglo-Américaine, aura quelques conséquences positives pour les populations chiites et kurdes ? Et, peut-être, même pour les prolétaires et les paysans pauvres d'obédience sunnite, qui ne seraient plus affamés par l'embargo alimentaire des Nations unies (c'est-à-dire les mêmes Nations unies derrière lesquelles défile le gros des troupes pacifistes...) et l'administration irakienne. A l'énoncé des horreurs commises par la bourgeoisie irakienne, les plus retors parmi les militants antiguerre ne ménagent pas les déclarations de solidarité verbale vis-à-vis des nombreuses victimes

du régime de Bagdad mais déclarent que “ *ce n’est pas le moment de poser cette question car la priorité est à la lutte contre Bush et ses alliés* ”.

En réalité, les mouvements antiguerre n’ont proposé aucune perspective politique autonome aux opprimés d’Irak. Les bellicistes qui disent avoir voulu aider ces derniers à se libérer de l’opresseur à moustaches ont, *in fine*, eu la partie facile quand il s’agit de démontrer que les pacifistes ne se soucient guère du sort des populations irakiennes. D’ailleurs, le mouvement international antiguerre n’a pas dénoncé la dernière manifestation pro-Saddam de Bagdad, repeinte aux couleurs du pacifisme et concomitante à celles de la journée mondiale de protestation du 15 février. Les 250 000 manifestants de la capitale irakienne étaient, pour la plupart, des militants du parti Baas au pouvoir. Le réflexe pavlovien anti-américain tient lieu de viatique. L’ennemi de notre ennemi est-il forcément notre ami ? Saddam a-t-il appuyé les sans-réserves palestiniens lorsqu’il a lancé des Scud contre les populations juives ou quand il remplissait les poches trouées des familles de kamikazes ?

Les deux camps capitalistes, celui de la paix et celui de la guerre, ont un but commun : celui d’une paix armée plus profitable pour eux. Les premiers considèrent que cet objectif peut être poursuivi sans l’exercice de la force armée, les autres pensent qu’il est nécessaire d’en passer par une confrontation militaire. En France et en Allemagne, on a défilé en soutien à la politique étrangère des gouvernements respectifs et de ces Nations unies, autrefois dénoncées comme étant l’organisation des brigands de la planète. En Italie, en Espagne et aux Etats-Unis, on est descendus dans les rues encadrés par les oppositions parlementaires (lire les fractions des classes dominantes opposées à cette guerre), les Eglises chrétiennes et le clergé musulman.

Sans vouloir généraliser le cas français, il faut bien s’étonner que des 500 000 manifestants pour la paix et contre l’agression anglo-américaine, il s’en soit trouvé si peu pour participer à des protestations contre l’extermination de la population tchéchène (Groznyï a été ravagé dans des proportions tout à fait comparables à Stalingrad) perpétrée par l’Etat russe ou contre l’intervention française en Côte d’Ivoire. En Italie, personne parmi les pacifistes qui ont bloqué les convois ferroviaires transportant du matériel militaire américain n’a tenté d’empêcher le départ de troupes d’élite terrestres bien italiennes récemment déployées en Afghanistan. Alors, qu’est-ce qui fait courir les pacifistes ? La réponse est simple : c’est en grande partie la trouille, abondamment exploitée et alimentée par des nombreux instruments d’information du capital. En effet, on a souvent mis l’accent sur les répercussions ici de la guerre d’Irak comme l’augmentation des prix de l’essence, le ralentissement de l’activité industrielle, la possible recrudescence des attentats. Par contre, d’autres guerres, bien plus meurtrières, ne font pas peur, comme celle, terrible, qui menace l’existence même de la population tchéchène. Dès lors, l’espion Vladimir Poutine peut être légitimement traité en bon ami de la France sans qu’on s’en offusque trop. L’ampleur des manifestations et la présence, sans doute, d’une grande majorité de gens de bonne foi ne change rien à cette donne de fond. L’histoire se répète à l’identique. Le premier mai 2002, ils étaient 500 000 à Paris pour appeler à voter Chirac et faire barrage au fasciste Le Pen. Résultat, douze mois après l’élection bananière de Chirac, celui-ci adopte des lois sécuritaires et anti-immigrées qui sont la copie de celles proposées par le piètre épouvantail de Saint-Cloud.

## **LA DÉMOCRATIE, FONDATION DU PACIFISME**

Quelles sont donc les bases matérielles et les constantes idéologiques du pacifisme d’hier, d’aujourd’hui et de demain ? En 1917, Léon Trotsky a fourni une explication des plus convaincantes.

*“ Le pacifisme possède le même lignage historique que la démocratie. La bourgeoisie a tenté d’accomplir une grande œuvre historique en essayant de placer toutes les relations humaines sous l’autorité de la raison et de remplacer des traditions aveugles et stupides par les outils de la pensée critique. Les contraintes que les guildes faisaient peser sur la production, les privilèges qui paralysaient les institutions politiques, la monarchie absolue – tout cela n’était que des vestiges des traditions du Moyen Age. La démocratie bourgeoise avait absolument besoin de l’égalité juridique pour permettre à la libre concurrence de s’épanouir, et du parlementarisme pour administrer les affaires publiques. Elle a cherché également à réguler les relations entre les nations de la même manière. Mais, sur ce point, elle s’est heurtée à la guerre, c’est-à-dire une façon de régler les problèmes qui représente une négation totale de la ‘raison’. Alors, elle a commencé à dire aux poètes, aux philosophes, aux moralistes et aux hommes d’affaires qu’il serait bien plus productif pour eux d’arriver à la ‘paix perpétuelle’. Et c’est cet argument logique qui se trouve à la base du pacifisme. La tare originelle du pacifisme, cependant, est fondamentalement la même que celle de la démocratie bourgeoise. Sa critique n’aborde que la surface des phénomènes sociaux, elle n’ose pas tailler dans le vif et aller jusqu’aux relations économiques qui les sous-tendent. Le réalisme capitaliste joue avec l’idée d’une paix universelle fondée sur l’harmonie de la raison, et il le fait d’une façon peut-être encore plus cynique qu’avec les idées de liberté, d’égalité et fraternité. Le capitalisme a développé la technique sur une base rationnelle mais il a échoué à rationaliser les conditions économiques. Il a mis au point des armes d’extermination massive dont n’auraient jamais pu rêver les ‘barbares’ de l’époque médiévale. L’internationalisation rapide des relations économiques et la croissance constante du militarisme ont ôté tout fondement solide au pacifisme. Mais en même temps, ces mêmes forces lui ont procuré une nouvelle aura, qui contraste autant avec son ancienne apparence qu’un coucher de soleil flamboyant diffère d’une aube rosâtre ” (Le pacifisme, supplétif de l’impérialisme, 1917).*

Il serait donc profondément erroné de réserver le qualificatif d’impérialiste à une catégorie particulière

de bourgeoisies et d'Etats. Tous les Etats bourgeois sont par essence impérialistes, c'est-à-dire potentiellement aptes à occuper des territoires et des marchés sous le contrôle d'Etats concurrents. Toutes les initiatives guerrières naissent pour garantir la libre circulation à leurs propres marchandises, pour barrer la route à celles d'autres bourgeoisies, pour piller les richesses agricoles et minières d'autrui ou encore pour se sortir d'un conflit social et/ou politique intérieur. En d'autres termes, tous les Etats sont en concurrence, à l'instar des capitaux individuels qui se livrent en permanence une guerre économique sans merci. Guerre économique qui, le plus souvent, préside à une paix armée. Enfin, selon ses besoins particuliers et contingents de l'accumulation, tout capital est alternativement pour la libre concurrence, le protectionnisme ou l'autarcie. Le paradis de paix et de marchandises décrit par les exégètes du capitalisme n'a donc aucune chance de se réaliser. Seul le prolétariat révolutionnaire a la capacité historique de dépasser les modes de production fondés sur l'antagonisme et l'affrontement violent. Seul le prolétariat révolutionnaire est porteur d'un véritable projet de société débarrassée des guerres, où le genre humain se reconnaît et organise sa reproduction comme une totalité solidaire.

Dans une société bâtie sur la division et l'oppression de classe, il ne peut y avoir de paix.

*“ Pour ne pas farder la guerre impérialiste, pour ne pas aider la bourgeoisie à la présenter faussement comme une guerre nationale, une guerre de libération des peuples, pour ne pas se retrouver sur les positions du réformisme bourgeois, il aurait fallu parler, non comme Kautsky et Turati, mais comme Karl Liebknecht; ils auraient dû déclarer à leur bourgeoisie qu'elle fait acte d'hypocrisie en parlant de libération nationale, que la guerre actuelle ne peut se terminer par une paix démocratique si le prolétariat ne 'tourne pas les armes' contre son gouvernement. Telle devait être l'unique position d'un véritable marxiste, d'un véritable socialiste et non d'un réformiste bourgeois. Le véritable artisan d'une paix démocratique n'est pas l'homme qui répète de pieux souhaits de pacifisme, ne signifiant rien et n'engageant à rien, mais celui qui dénonce le caractère impérialiste de la guerre actuelle et de la paix impérialiste qu'elle prépare, et qui appelle les peuples à la révolution contre les gouvernements criminels ”*, écrivait Lénine en 1917 (*Pacifisme bourgeois et pacifisme socialiste*).

La guerre de classe est le seul moteur possible d'une paix qui n'usurperait pas son nom. En toutes circonstances, les révolutionnaires se doivent de refuser un soutien direct ou indirect aux classes dominantes, qu'elles se disent pacifiques ou guerrières, qu'elles occupent les marches les plus hautes ou pas de la hiérarchie mondiale, qu'elles arborent le drapeau démocratique ou qu'elles adoptent la dictature ouverte, qu'elles aient un Etat pour les représenter ou pas encore. Pour les révolutionnaires et les prolétaires indépendants du monde entier comprendre les nouveaux défis, contours et horizons de la compétition capitaliste internationale devient une question de vie ou de mort. Le défaitisme, pour devenir efficace, doit s'enrichir d'une juste analyse du nouveau désordre capitaliste mondial. L'opposition à la guerre exprimée par le pacifisme s'est, une énième fois, révélée être un instrument indirect d'embrigadement derrière les drapeaux des puissances aujourd'hui rangées contre la guerre, demain en pointe dans les grands conflits qui s'annoncent. Toujours, la paix du capital génère la guerre. La paix du capital est émaillée par des rudes affrontements conduits avec d'autres moyens que l'emploi de la force armée. Jamais, la revendication de la paix par des moyens pacifiques n'a abouti. Dans les conditions du marché mondial, même l'indication de lutter d'abord contre sa propre bourgeoisie perd de son sens. L'opposition révolutionnaire à la guerre du capital doit elle-même être conçue d'emblée comme lutte internationale des classes opprimées contre toutes les classes dominantes de la planète. Aujourd'hui, l'internationalisme prolétarien ne peut se décliner autrement. Toutes les expériences où les classes opprimées sont parvenues à bloquer la route à l'emballage guerrier de la concurrence capitaliste ont été menées par les prolétaires en armes. Seule la guerre de classe peut empêcher la guerre capitaliste, à la condition qu'elle parvienne à détruire l'Etat et à démarrer le processus de démolition de l'édifice capitaliste tout entier. Ainsi, nous faisons nôtres les grands enseignements du mouvement ouvrier indépendant de toujours, mais en les fondant désormais sur la réalité historique centrale du marché mondial.

*Bruxelles-Paris, le 15 mai 2003.*

*Pour toute correspondance, écrire, sans autre mention, à : B.P. 1666, Centre Monnaie, Bruxelles.*